

# PLAN DE PRÉVENTION



**Inserm**



# Définitions

- **Entreprise utilisatrice**

Entreprise qui utilise les services d'entreprises extérieures

- **Entreprise extérieure**

Entreprise qui effectue des travaux ou des prestations de service dans l'enceinte d'une entreprise utilisatrice

- **Entreprise sous-traitante**

Entreprise extérieure qui effectue des prestations au profit d'une autre entreprise extérieure sur le site de l'entreprise utilisatrice

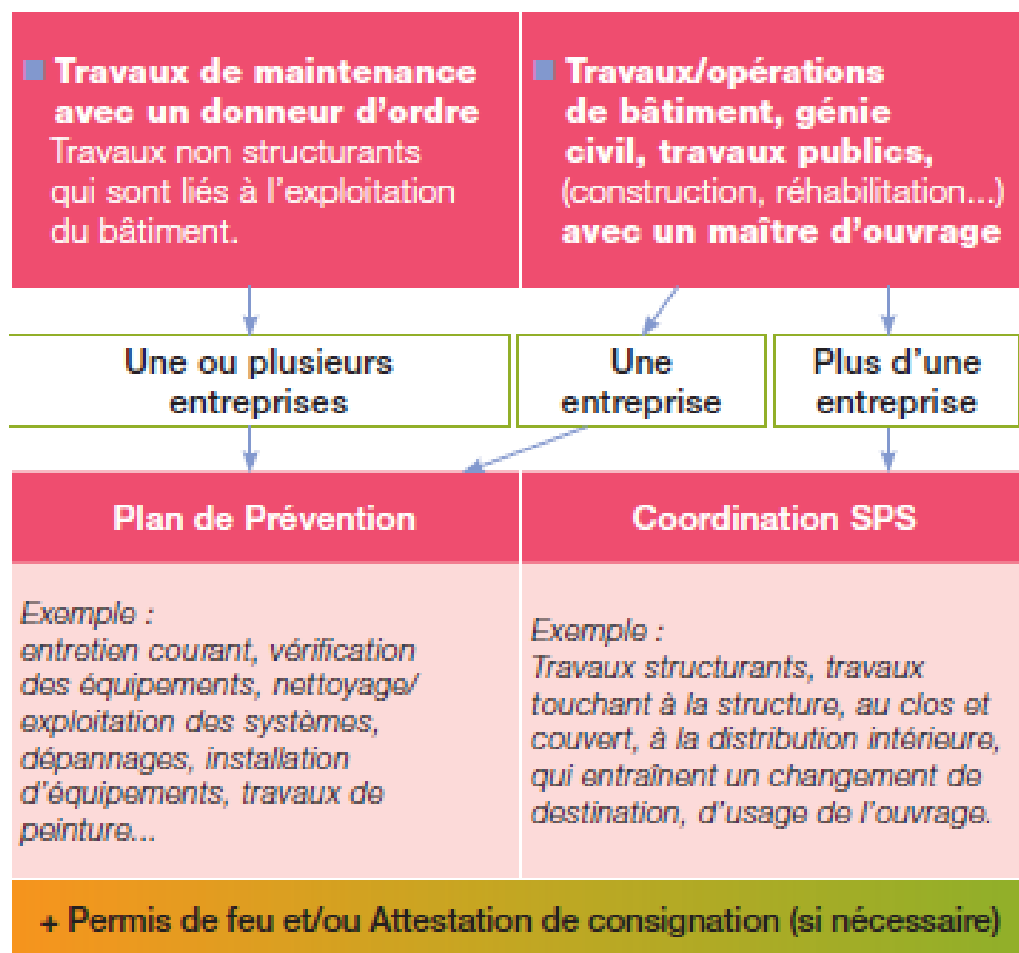
- **Risques d'interférence**

Risques supplémentaires s'ajoutant aux risques propres à l'activité de chaque entreprise et s'expliquant par la présence d'installations, de matériel et d'activité de différentes entreprises sur un même lieu de travail.

# Pourquoi rédiger un plan de prévention ?

- L'intervention d'une ou plusieurs entreprises extérieures dans l'enceinte de l'entreprise utilisatrice peut provoquer des accidents dus à la méconnaissance des lieux ou à l'activité de l'autre entreprise (risques liés entre les activités, les installations, les matériels, l'organisation,...).
  - Le plan de prévention est un moyen de s'organiser pour prévenir ces accidents et permettre ainsi un bon déroulement des travaux. Il se base sur une évaluation des risques et la mise en place de mesures de prévention
- ➔ Sur 100 victimes d'accidents mortels, 15 appartiennent à des entreprises effectuant des travaux dans des entreprises utilisatrices.

# Quand utiliser un plan de prévention ?



# Quand utiliser un plan de prévention ?

- Un plan de prévention par écrit est **obligatoire** dès qu'une ou plusieurs entreprises extérieures interviennent sur l'entreprise Utilisatrice pour y réaliser :
  - > Des travaux, quelle qu'en soit la nature, à partir de 400 heures de travail sur 12 mois consécutifs (cumul des heures de toutes les personnes intervenantes)
- Ou
- > Une intervention dont une des tâches à effectuer appartient à la liste des travaux dangereux.
- Toutefois, un plan de prévention est fortement recommandé même si les 2 conditions ci-dessus ne sont pas remplies.

# Liste des 21 travaux dangereux selon l'arrêté du 19 mars 1993

1	Exposition à des rayonnements ionisants.
2	Exposition à des substances et préparations explosives, comburantes, extrêmement inflammables, facilement inflammables, très toxiques, toxiques, nocives, cancérogènes, mutagènes, toxiques vis-à-vis de la reproduction.
3	Exposition à des agents biologiques pathogènes.
4	Travaux effectués sur installation classée faisant l'objet d'un Plan d'opération interne.
5	Maintenance sur les équipements de travail (autres que les appareils et accessoires de levage), qui doivent faire l'objet des vérifications périodiques, ainsi que : véhicules à benne basculante ou cabine basculante, machines à cylindre, machines dont la consignation des énergies ne peut être obtenue par la mise en œuvre de moyens adaptés permettant que les opérateurs intervenant dans les zones dangereuses puissent s'assurer de cette consignation et machines à l'intérieur desquelles la dissipation des énergies accumulées ne peut s'effectuer aisément, sans que puisse être compromise la sécurité des travailleurs.
6	Transformation sur les ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parcage automatique de voitures.
7	Maintenance sur installations à très haute ou très basse température.
8	Travaux comportant le recours à des ponts roulants, des grues ou trans-stockeurs.
9	Recours aux treuils et appareils assimilés mus à la main, installés temporairement au-dessus d'une zone de travail ou de circulation.
10	Travaux exposant au contact avec des pièces nues sous tension supérieure à la Très Basse Tension (TBT : tension inférieure à 50 V en courant alternatif ou inférieure à 120 V en courant continu).
11	Travaux nécessitant l'utilisation d'équipements de travail auxquels est applicable l'article R.233-9 du code du travail.
12	Bâtiment et travaux publics exposant les travailleurs à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres.
13	Exposition à un niveau d'exposition sonore quotidienne > à 85 dB (A) ou à un niveau de pression acoustique de crête > à 140 dB.
14	Exposition à des risques de noyade.
15	Exposition à un risque d'ensevelissement.
16	Montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds.
17	Démolition.
18	Travaux dans et/ou sur cuve et accumulateur de matière ou en atmosphère confinée.
19	Travaux en milieu hyperbare.
20	Travaux nécessitant l'utilisation d'un appareil à laser d'une classe > à la classe 3A.
21	Travaux de soudage oxyacétylénique exigeant le recours à un « permis de feu ».

## Qui établit le plan de prévention ?

- Le responsable de l'entreprise utilisatrice est chargé d'établir un plan de prévention conjointement avec le responsable de l'entreprise extérieure et de l'entreprise sous-traitante (en cas de sous-traitance) avant le début des travaux, lors d'une inspection commune préalable.
- L'élaboration d'un plan de prévention relève de la responsabilité de l'entreprise utilisatrice et plus particulièrement du **donneur d'ordre**.

# L'inspection commune préalable

- Une visite préalable sur site est **obligatoire** avant l'exécution de l'opération afin d'organiser et de coordonner les différentes étapes de l'intervention. Elle se fait à l'initiative du chargé d'opération pour définir :
  - Les phases d'activités dangereuses
  - Les moyens de prévention
- Les personnes présentes au cours de la visite sont à minima:
  - Le donneur d'ordre
  - Le responsable du service technique du site
  - L'IHS (**pour les travaux dangereux**)
  - L'assistant de prévention des locaux concernés
  - Le responsable de l'entreprise extérieure
  - Le responsable de l'entreprise sous-traitante (en cas de sous-traitance)

Ils valident l'analyse des risques et les mesures de sécurité



# Qui valide le plan de prévention ?

- Pour être valide et applicable le plan de prévention doit être signé par le chef d'établissement de l'Université ou son délégataire ayant reçu une délégation de pouvoir et par le chef d'établissement de l'entreprise extérieure. Cette signature engage pénalement les deux chefs d'établissements.
- Les délégataires du Président de l'Université ayant l'autorité pour engager pénalement l'Université sont :
  - La DGS ou les DGAS en suppléants => Pour les opérations initiées par les services centraux (DEPIL, DOSI)
  - Le Vice Président Patrimoine => Pour les opérations Plans Campus
  - Les Doyens => Pour les opérations initiées par les composantes (service maintenance, service logistique)
  - Les Directeurs d'UMR/UMS => Pour les opérations initiées par les unités (intervention sur les équipements de laboratoires,...)
- La signature d'un plan de prévention par une personne non autorisée constitue un défaut de signature et engage une responsabilité pénale.

# Les documents complémentaires à joindre au plan de prévention



- **Le permis de feu:**

Pour toute opération nécessitant des travaux par points chauds avec un appareil thermique ou produisant des étincelles (soudage, découpage, meulage...) sur ou à proximité de zones sensibles de l'exploitation.

- **La consignation électrique:**

Pour toute opération sur ou à proximité d'un équipement alimenté par une énergie électrique qui doit être mis en sécurité et faire l'objet d'une attestation de consignation électrique.

# Comment remplir un plan de prévention ?

			
<p style="text-align: right;">Délégation Régionale Provence Alpes Côte d'Azur et Corse</p>			
<b>PLAN DE PREVENTION avec guide intégré</b> <small>Décret n° 92-158 du 20 février 1992 (Articles R.4511 à R.4514 du code du travail)</small>			
<b>Réf° : PdP n°</b>			
<b>OPERATION :</b> <input type="checkbox"/> PONCTUELLE <input type="checkbox"/> PERMANENTE <b>DEBUT DES TRAVAUX LE :</b> ...../...../..... <b>FIN DES TRAVAUX LE :</b> ...../...../.....		<input type="checkbox"/> MOINS DE 400 heures <input type="checkbox"/> PLUS DE 400 heures <input type="checkbox"/> <b>Travaux dangereux (*)</b> en cas de travaux dangereux informer l'IHS (*) au sens de l'arrêté du 19 mars 1993	

Rappel : un plan de prévention écrit est obligatoirement rédigé pour toute intervention supérieure à 400 H dans l'année (cumul de l'ensemble des heures travaillées par les personnes affectées à l'opération) et pour tous les travaux dangereux au sens de l'arrêté du 19 mars 1993

**Voir la liste des travaux dangereux dans le guide DHSE (GU\_DHSE\_)**

**Exemples :**

- Exposition à des rayonnements ionisants
- Exposition à des substances et préparations toxiques, nocives, CMR,...
- Travaux exposant à des agents biologiques pathogènes
- Travaux nécessitant l'utilisation d'un appareil à laser d'une classe > à la classe 3A
- ....

## I/ Informations sur l'entreprise utilisatrice et l'entreprise extérieure.

Etablissement Utilisateur ci-après désignée « EU » :	Entreprise Extérieure ci après désignée « EE »:
<b>Adresse :</b> Université d'Aix Marseille  <b>Représenté par :</b> Nom : M. BERLAND  <b>Qualité :</b> Président de l'Université d'Aix Marseille  <b>Téléphone :</b>	<b>Adresse :</b>   <b>Téléphone :</b>  <b>Email :</b>  <b>Fax :</b>
Référent sur le site d'intervention	Référent sur le site d'intervention
<b>Nom :</b>  <b>Téléphone :</b>	<b>Nom :</b>  <b>Téléphone :</b>
Médecin de prévention	Médecin du travail
<b>Nom :</b> Juliette Beigbeder Muriel Naar  <b>Téléphone :</b> 04.13.55.25.00	<b>Nom :</b>  <b>Téléphone :</b>

Avant le début des travaux, la personne responsable des travaux devra s'assurer que les prescriptions définies dans ce plan de prévention dont l'établissement utilisateur a la charge sont bien réalisées (consignation, permis feu, nettoyage des sorbonnes,...)

**C'est le chargé de l'opération ou son adjoint :**

**Il est responsable de :**

- L'expression initiale de la demande du plan de prévention et sa formalisation
- Coordonner la communication avec les différents services et l'entreprise extérieure
- Réaliser l'analyse de risques conjointement avec les autres parties
- Mettre en œuvre les mesures de sécurité et s'assurer de leurs applications

PLAN DE PREVENTION

II/ Informations sur l'intervention, définition des travaux.

<b>Plan de</b> Localisation de l'intervention (secteur, bâtiment, locaux : à préciser)	<b>Locaux concernés par l'opération</b>
Nature des travaux	<b>Le détail des travaux :</b>
Effectif maximum de l'EE sur le site	
Horaires d'intervention de l'EE	

Entreprises sous-traitante		
Nom de l'entreprise	Opération sous-traitée	Effectif
<b>A compléter dans le cas où l'entreprise extérieure en charge de l'opération sous-traite tout ou partie des travaux</b>		

Postes relevant de la surveillance médicale renforcée (article R. 4624-19)	<b>C'est l'entreprise extérieure qui vous donne cette information</b>
--	---


Formations, qualifications, autorisations, habilitations et aptitudes médicales pour l'opération	<b>Exemple habilitation électrique, habilitation travaux en hauteur,...</b>
--	---

L'inspection du travail a-t-elle été informée (article R.4512-12 du Code du travail)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non    Référence du courrier :
--	--

### III/ Inspection commune avant intervention.

Elle est obligatoire avant l'exécution de l'opération afin d'organiser et de coordonner les différentes étapes de l'intervention.

Elle se fait à l'initiative du chargé d'opération.

Inspection commune avant intervention			
L'entreprise extérieure devra prendre contact avec les services techniques pour les informer de sa présence et signer le Dossier Technique Amiante			
Date de la visite	Fonction	Nom	Signature
	Chargé de l'opération EU (DEPIL, Composantes, DOSI, UMR/UMS)		
	Représentant de l'entreprise extérieure		
	Ingénieur hygiène et sécurité du Campus		
	Assistant de prévention		
	Représentant du service technique		
	Autres : (ex : représentant de l'EE sous-traitante)		

**Personnes présentes à minima**



## IV/ Moyens, fluides et locaux mis à disposition.

Moyens, fluides, locaux	Cocher	Localisation
Vestiaires		
Toilettes		
Salle de restauration		
Locaux et lieux de stockage		
Stockage de déchets ou gravats		
Fluide (à préciser : )		
Energie (à préciser : )		
Autres :		
Autres :		
Autres :		

## VI/ Organisation des secours.

<b>Pompier 18</b>	<b>SAMU 15</b>
-------------------	----------------

<b>PC sécurité/N°de sécurité</b>	
<b>Poste de garde</b>	
<b>Secouriste le plus proche</b>	
<b>Scemaintenance/ patrimoine</b>	
<b>Ingénieur hygiène et sécurité du campus/ Conseiller Prévention</b>	

## Modèle classique

## Modèle simplifié

16



## VII/ Equipements de protection individuelle à porter (EE).

Equipements de protection individuelle obligatoires

## VIII/ Pièces jointes au plan de prévention.

Pièces jointes au plan de prévention

PLAN DE PREVENTION

**IX/ Signatures.**

Signatures des responsables de l'EE et de l'EU	
Les signataires reconnaissent avoir lu et approuvé le contenu de ce plan de prévention et s'engagent à le faire respecter à leurs personnels respectifs. Le responsable de l'EE s'engage à transmettre et faire appliquer ce plan de prévention auprès de ses sous-traitants. S'il y a modification ou événement non prévu pendant l'opération, les deux chefs d'entreprises s'avertissent mutuellement afin de modifier le plan de prévention.	
<b>Chef d'établissement de l'Université ou son délégué</b>	<b>Chef d'établissement de l'Entreprise Extérieure ou son délégué</b>
Nom et Qualité :	Nom et qualité :
Date et signature :	Date et signature :
	<b>Chef d'établissement de l'EE sous-traitante ou son délégué</b>
	Nom et qualité :
	Date et signature :

Les directeurs d'UMR/UMS pour les opérations initiées par les unités  
 Les doyens pour les opérations initiées par les composantes (service  
 maintenance, service logistique)  
 La DGS ou les DGSA (en suppléants) pour les opérations initiées par les  
 services centraux (DEPIL DOSI)

# Permis Feu

## Demande d'un Permis Feu pour les Entreprises Extérieures

A établir en 3 exemplaires (1 pour le chargé d'opération, 1 pour la personne en charge de la centrale SSI, 1 pour l'opérateur).  
Il doit être renouvelé chaque fois d'un changement (d'opérateur, de lieu, de méthode de travail...) Intervient sur le chantier.

<b>ENTREPRISE EXTERIEURE :</b> (exécutant les travaux)	
Nom de l'entreprise :	Nom du responsable d'intervention :

<b>PLAN DE PREVENTION</b>
Plan de prévention associé, N° de référence :

TRAVAUX A EXECUTER :				
Date :	de :	Heure	à :	Heure
Lieu des travaux :				

Type de travaux par points chauds	Matériels utilisés
<input type="checkbox"/> soudage <input type="checkbox"/> tronçonnage <input type="checkbox"/> découpage <input type="checkbox"/> meulage <input type="checkbox"/> autres : .....	<input type="checkbox"/> poste à souder <input type="checkbox"/> chalumeau <input type="checkbox"/> tronçonneuse <input type="checkbox"/> autres : .....

Mise en sécurité
<input type="checkbox"/> Evacuation des substances combustibles
<input type="checkbox"/> Délimitation et/ou séparation de la zone d'intervention
<input type="checkbox"/> Matériaux ou installations inflammables éloignées, protégées ou couvertes par des bâches ignifugées
<input type="checkbox"/> Colmatage de certaines ouvertures susceptibles de laisser passer des projections incandescentes
<input type="checkbox"/> Vérification de l'absence d'activités incompatibles et des permis de feu en cours
<input type="checkbox"/> Eloignement des bouteilles de gaz des sources de chaleur
<input type="checkbox"/> Aubes :

<b>Moyens de 1<sup>ère</sup> intervention</b>		
Extincteurs :	RIA :	Autre :
<b>Mise Hors Service détection</b>		OUI      NON
Zones, détecteurs :		

Entreprise Utilisatrice		Entreprise Extérieure
<b>Chargé d'opération</b> <i>Personnel qui gère et coordonne l'intervention</i>	<b>Chargé de la centrale SSI concernée :</b> <i>Pour les IGH le chef d'équipe            Pour les ERP et code du travail c'est le service technique de la composante ou de la DEPIL</i>	<b>L'exécutant :</b> <i>Le responsable de l'équipe qui effectue les travaux</i>
Date : Nom :	Date : Nom :	<i>L'opérateur confirme avoir pris les précautions indispensables énumérées à verso.</i> Nom : Signature :
Signature :	Signature :	

Visite de contrôle après travaux (Points à vérifier)	Clôture du permis
Vérification des zones potentiellement surchauffées	La zone de travail a été ventilée à la fin des travaux et 2 heures après
Refroidissement des éléments de structures susceptibles d'accumuler de la chaleur	Signature du chargé de la centrale SS
Extinction et évacuation des débris incandescents	
Surveillance de la zone de travail pendant au moins 2 heures après la cessation des travaux	
Remise en service du système de détection préalablement neutralisé	

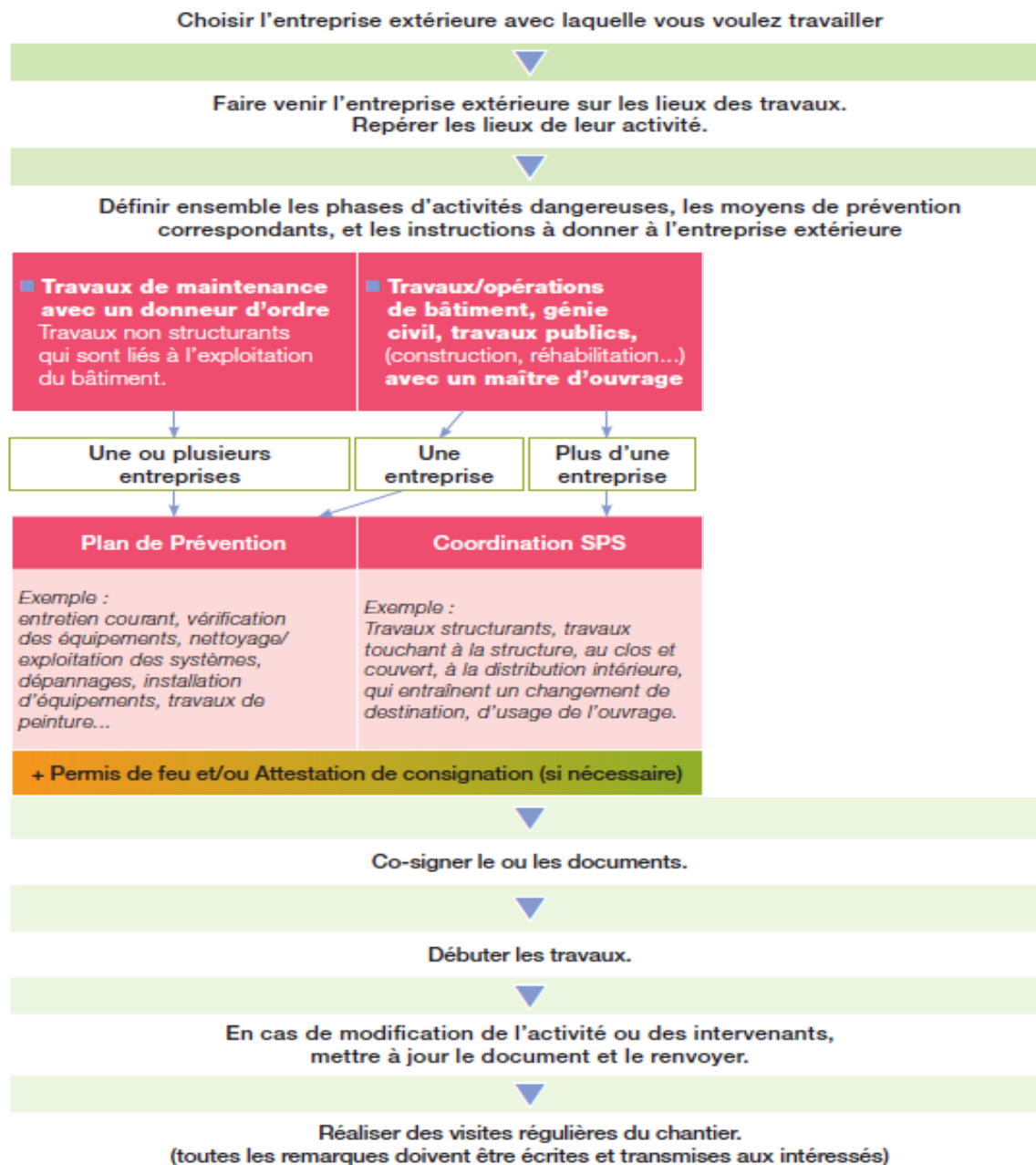
# Consignation électrique

FO-DHSE-11

## DEMANDE DE CONSIGNATION ELECTRIQUE

ATTESTATION DE CONSIGNATION ELECTRIQUE N° .....		
<i>(Partie à remplir par le responsable des travaux)</i>		
Equipement à consigner : .....		
Localisation (Site, bâtiment, étage, pièce, ...) : .....		
Raison de la consignation : .....		
Plan de prévention associé (n° de référence) : .....		
<b>Opérations effectuées :</b> <input type="checkbox"/> Séparation <input type="checkbox"/> Condamnation <input type="checkbox"/> Signalisation <input type="checkbox"/> Identification <input type="checkbox"/> Vérification d'absence de tension	<b>Le Chargé de Consignation :</b> ..... <b>atteste qu'il a consigné l'équipement :</b> .....	
<small>Par l'apposition de sa signature, le chargé de consignation atteste de la réalisation des actions telles qu'elles sont définies ci-dessus.</small>  <b>CHARGE DE CONSIGNATION</b>  Date : et heure de validation :  signature :	<small>Le responsable des travaux doit considérer comme étant en exploitation toute installation autre que celle certifiée par la présente. Par l'apposition de sa signature, le responsable des travaux s'engage à respecter et à faire respecter les prescriptions de sécurité.</small>  <b>RESPONSABLE DES TRAVAUX</b>  Date : et heure de validation :  signature :	<small>Le personnel qui va intervenir sur ou à proximité de l'équipement consigné.</small>  <b>EXECUTANT</b>  Date : et heure de validation :  signature :

ATTESTATION DE DECONSIGNATION ELECTRIQUE (Fin des travaux)	
<b>DEMANDE DE DECONSIGNATION :</b>  <b>RESPONSABLE DES TRAVAUX</b>  Nom :  Date et heure de la demande :  signature :	<b>ATTESTATION DE DECONSIGNATION :</b>  <b>CHARGE DE CONSIGNATION</b>  Nom :  Date et heure de la validation :  signature :



# Où retrouver les documents ?

**Sur le site internet de l'AMU, chapitre DHSE :**

**<http://procedures.univ-amu.fr/>**

**La procédure plan de prévention :**

**PR-DHSE-3 Plan de prévention AMU**

**Les formulaires**

**FO-DHSE-8 Formulaire plan de prévention AMU**

**FO-DHSE-9 Formulaire plan de prévention AMU simplifié**

à utiliser pour des opérations simples ou quand le plan de prévention n'est pas obligatoire.

**FO-DHSE-10 Formulaire de demande Permis Feu**

**FO-DHSE-11 Formulaire de demande de consignation électrique**

**Le Guide d'aide à la rédaction d'un plan de prévention :**

**GU-DHSE-1 Guide d'aide pour la rédaction du Plan de prévention**

## L'université Condamnée pour absence de réalisation d'un plan de prévention

### • Les faits:

- En 1997, lors d'une intervention de dépannage sur un store d'un amphithéâtre.
- Deux ouvriers d'une société prestataire interviennent dans les combles pour accéder au mécanisme du store
- Patrick 34 ans emprunte une planche installée entre deux passerelles
- La planche cède sous son poids, il fait une chute de 12 m sous les yeux de son collègue, d'un enseignant et de ses étudiants.
- Ce jeune père de famille de deux enfants est depuis paraplégique

### • Durée du procès: 4 ans

### • **Sanctions :** pour le non-respect d'une procédure et blessures involontaires

L'Université, au titre de la personne morale, à 40 000 frs d'amende (soit 6000€) - publication et affichage du jugement

Le gérant de l'entreprise, au titre de la personne physique, à 4 mois de prison avec sursis et 15 000 frs d'amende (soit 2300€)

• **Au civil**, au titre du préjudice moral, des dommages et intérêts pour l'épouse et les deux enfants de Patrick